

OBAMA, L'ASIE ET L'EUROPE

■ FRANÇOIS BUJON DE L'ESTANG ■

Tout Européen qui arrive aux États-Unis ne peut manquer d'être frappé par la représentation du monde qui y figure sur les planisphères accrochés au mur. Ils lui offrent une image très différente de ce à quoi il est habitué depuis l'enfance. Au lieu d'une Europe au centre, avec une immense Eurasie à l'est et l'océan Atlantique à l'ouest (et pas de Pacifique, ou deux lamelles d'un Pacifique tronqué situées aux deux extrémités), il découvre une Amérique au centre du monde, bordée de deux océans immenses les séparant de deux continents lointains leur faisant symétriquement face – celui de l'origine, et celui du mouvement vers l'ouest, qui est la dynamique de toujours de l'histoire américaine.

« L'avenir de notre histoire sera davantage déterminé par notre position sur le Pacifique face à la Chine que par notre position sur l'Atlantique vis-à-vis de l'Europe. » Cette déclaration forte n'émane pas de Barack Obama, mais de Théodore Roosevelt en 1905. Il aura fallu tout le long détour du XX^e siècle pour que cette prédiction se réalise, au fil de la Première Guerre mondiale qui a amené les États-

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

Obama, l'Asie et l'Europe

Unis en Europe, de la Seconde qui les y a ramenés en même temps qu'elle les projetait dans le Pacifique, et de la guerre froide qui les a fixés sur le continent européen pour y faire barrage à l'expansionnisme soviétique, tout en menant en Asie des guerres de *containment* de la puissance chinoise (conflits ouverts en Corée et au Vietnam, guerre froide à Taïwan). Et c'est à Barack Obama, homme du XXI^e siècle plus que du XX^e, qu'il appartient aujourd'hui de réaliser la prophétie de « Teddy » Roosevelt en s'investissant en Asie plus qu'en Europe, au moment où émerge rapidement un monde nouveau et où les géants asiatiques menacent la prépondérance de la puissance américaine, durement touchée par la débâcle de Wall Street et la récession née de l'éclatement de la bulle financière.

Il est à cet égard singulier que l'accoucheur de ce nouveau monde soit justement un président américain de profil inédit. Non point tant qu'il soit un métis, le premier président de couleur d'une Amérique en proie voici encore quarante ans (la lutte pour les droits civiques, l'assassinat de Martin Luther King) au racisme profond d'une société héritière d'un esclavagisme pourtant aboli depuis un siècle. Mais d'abord parce qu'il est un homme de l'après-guerre froide, de l'après-Vietnam, un produit du monde de la « fin de l'histoire » et des espoirs et illusions nés de l'effondrement du monde communiste. Et peut-être surtout parce que ce fils d'un immigrant kényan, né à Hawaï, élevé en Indonésie, mûri à Chicago et écloso au Sénat des États-Unis est paradoxalement le plus international mais le moins européen de toute l'histoire des présidents américains. Pas de sang européen, pas de culture, d'expérience ou de tropisme européens – mais une éducation américaine au contact de l'Asie, un homme du Pacifique et non de l'Atlantique, en un mot un Américain post-moderne du troisième type.

Relisons le discours qu'il a prononcé à Tokyo le 14 novembre dernier :

« Les États-Unis d'Amérique ont sans doute commencé comme un chapelet de ports et de villes égrené le long de l'océan Atlantique, mais depuis des générations nous avons aussi été une nation du Pacifique. L'Asie et les États-Unis ne sont pas séparés par ce grand océan, ils sont liés par lui. Nous sommes liés par notre passé... nous sommes liés par notre prospérité commune... et nous sommes liés par nos peuples – par les Américains d'origine asiatique qui enrichissent tous les compartiments de

la vie américaine, et par tous les peuples dont les vies, comme nos pays, sont tissées ensemble. Ma propre vie fait partie de cette histoire. Je suis un président américain qui est né à Hawaï et a vécu, enfant, en Indonésie. Ma sœur Maya est née à Jakarta, et a plus tard épousé un Canadien d'origine chinoise. Ma mère a passé près d'une décennie dans les villages d'Asie du Sud-Est, à aider des femmes à acheter une machine à coudre ou financer une éducation susceptible de leur faire prendre pied dans l'économie mondiale. Ainsi le bassin du Pacifique a-t-il façonné ma vision du monde. »

L'Asie au cœur des préoccupations de l'Amérique

À vrai dire, les enjeux stratégiques sont tels pour les États-Unis en Asie que l'on pourrait presque s'étonner que neuf mois de l'Administration Obama se soient écoulés avant que le président n'y entreprenne un grand voyage.

En premier lieu, les forces américaines sont engagées sur le continent asiatique dans deux conflits de longue haleine qui pèsent très lourd sur leur dispositif stratégique. Depuis des années, la doctrine militaire périodiquement remise à jour par le Pentagone fait ressortir la nécessité pour les États-Unis d'être en mesure de faire face à deux conflits simultanés de grande intensité. Or la nécessité de maintenir un fort contingent en Irak assortie à la décision finalement annoncée par le président Obama dans la dernière semaine de novembre d'accroître le dispositif militaire américain en Afghanistan imposent une très lourde charge à l'appareil de défense. Celui-ci doit en effet maintenir en Extrême-Orient, outre des éléments navals importants, 30 000 hommes à Okinawa et un nombre à peu près équivalent en Corée du Sud – dispositif jugé minimum pour faire face aux deux conflits potentiels chroniques que recèlent la péninsule coréenne et le détroit de Taïwan. C'est dire l'importance pour les États-Unis des relations qu'ils entretiennent avec les principaux protagonistes de cette région, au premier rang desquels la Chine, le Japon et la Corée du Sud.

En second lieu, la solution même aux principales menaces stratégiques qui pèsent sur cette région et sur la sécurité des États-Unis ne peut être trouvée sans une coopération active des puissances asiatiques. Ainsi, la question afghane met en jeu tout

l'équilibre des puissances dans le sous-continent. L'Inde s'inquiète évidemment de l'évolution de la relation américano-pakistanaise, et surveille attentivement l'évolution de l'attitude du gouvernement et de l'armée du Pakistan à l'égard des menées des groupes djihadistes. De même, le contrôle de la prolifération nucléaire en Corée du Nord comme en Iran appelle une coopération des autorités chinoises, qui ne détiennent certes pas la clé de ces deux crises, mais dont le concours actif est nécessaire aux États-Unis pour tenter de peser (soit par la négociation, soit par le recours aux sanctions) sur les décisions de Pyongyang et de Téhéran.

Derrière ces interrogations et ces conflits se profile l'ombre grandissante de la Chine. L'année 2009 marque le trentième anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques entre Washington et Pékin. Mais que de chemin parcouru au cours de ces trois décennies ! Du pays en développement qu'elle était dans les années soixante-dix, au sortir des convulsions de la Révolution culturelle et du crépuscule sanglant du maoïsme, la Chine s'est muée au cours de ces trois dernières décennies en une très grande puissance, en passe de retrouver rapidement la position qu'elle occupait dans le monde avant d'entrer en décadence à la fin du XVIII^e siècle, et appelée à faire contrepoids à la puissance américaine. Elle vient de devenir la deuxième économie mondiale, dépassant le Japon. Le poids de ses exportations ne cesse de croître, accentuant ainsi le déséquilibre du commerce mondial et la Chine vient de devenir (dépassant là aussi le Japon) le plus grand détenteur de bons du Trésor américains, dont elle a accumulé un montant colossal dépassant les 800 milliards de dollars. Corrélativement, elle développe massivement son potentiel militaire, pesant ainsi sur les équilibres stratégiques tout autant que sur ceux de l'économie mondiale. La célébration du 1^{er} octobre dernier a ainsi donné l'occasion au gouvernement chinois d'exhiber ses réalisations et ses ambitions. Le spectacle des forces chinoises défilant au pas de l'oie et faisant parader leur équipement lourd dans les rues de Pékin a frappé le monde entier et ramené dans l'esprit de beaucoup d'Américains des fantômes de guerre froide. La Chine construit son premier porte-avions, et envisage de se doter de plusieurs groupes aéronavals. La marine chinoise s'est montrée récemment jusque dans l'océan Indien, donnant la chasse

aux pirates somaliens – et suscitant du même coup les vives inquiétudes de l'Inde, prompt à se sentir encerclée par son grand voisin asiatique.

Le maintien et le développement d'un dialogue nourri avec Pékin constituent donc pour les États-Unis un impératif de première grandeur. L'évolution des échanges commerciaux, la parité du yuan chinois et du dollar appellent à un effort de gestion conjointe qui permette à la fois de conjurer les risques de déséquilibres durables et d'associer plus nettement la Chine à la nouvelle gouvernance mondiale qui semble se développer depuis l'éclatement de la bulle monétaire et le déferlement de la crise économique. Les deux géants donnent l'impression de se livrer à un jeu de bascule qui met en péril l'équilibre de l'économie mondiale : la désindustrialisation des États-Unis semble alimenter l'augmentation incontrôlée des exportations chinoises, tandis qu'une sorte d'« équilibre de la terreur » monétaire s'est établie entre les deux puissances. La Chine n'a en effet pas intérêt, compte tenu de ses excédents en bons du Trésor américains, à voir se déprécier continûment le dollar, tandis que les États-Unis ne peuvent voir s'accroître sans inquiétude le levier dont la Chine dispose désormais sur eux.

En même temps, il n'est pas jusqu'au Japon qui ne vienne nourrir depuis peu les inquiétudes américaines. En amenant au pouvoir pour la première fois, avec le Parti démocratique du Japon, une majorité distincte du traditionnel Parti libéral démocrate, qui régnait sans partage sur le gouvernement depuis la Seconde Guerre mondiale, l'électorat japonais a mis en selle au printemps dernier avec M. Hatoyama un Premier ministre qui a fait campagne sur le thème d'un rééquilibrage de la relation avec les États-Unis au profit notamment des voisins asiatiques du Japon et de l'Union européenne. M. Hatoyama n'était-il pas allé, lors de sa campagne, jusqu'à revendiquer une révision de l'accord de défense signé en 2006 avec Washington sur le réaménagement des bases américaines ?

Bien entendu, la prise de conscience par Washington du poids de ces enjeux ne s'est pas faite en un jour. Et même si Barack Obama aura attendu neuf mois pour prendre son bâton de pèlerin et se rendre dans les grandes capitales asiatiques, la diplomatie américaine s'était préoccupée de cette région du monde dès l'avènement du nouveau président. Le Premier ministre japonais de l'époque

avait ainsi été dès février le premier visiteur étranger reçu par le président Obama. Et celui-ci avait dépêché dès le printemps son nouveau secrétaire d'État, Mme Hillary Clinton, qui avait mené en Asie et en Extrême-Orient sa première mission diplomatique à l'étranger. C'était là une première indication de l'importance donnée à l'Asie par la nouvelle administration.

En outre, il faut rappeler que le président Obama avait déjà rencontré à deux reprises le président chinois Hu Jintao en marge de réunions multilatérales, la première fois lors du G20 de Londres, la seconde lors du G8 de L'Aquila. Et la multiplicité des rencontres multilatérales au cours de l'année 2009 avait donné lieu à de nombreux contacts sino-américains au niveau des experts, leur permettant ainsi de confronter leurs points de vue sur toutes les grandes questions globales – changement climatique, problèmes énergétiques, questions commerciales et monétaires, non-prolifération.

Restait au président Obama à se mettre directement en première ligne pour s'élever à la hauteur des enjeux.

“L'automne à Pékin”, ou l'offensive asiatique de la diplomatie américaine

Le président Obama s'est donc rendu successivement au Japon les 12 et 13 novembre, à Singapour du 13 au 15, en Chine du 15 au 18 et en Corée du Sud les 18 et 19. C'était la première fois qu'il s'éloignait de Washington pendant neuf jours consécutifs.

Il est très significatif qu'il ait entendu commencer cette tournée asiatique par le Japon, à l'image de ce qu'avait fait Mme Clinton il y a quelques mois. L'intention était bien évidemment de réaffirmer le caractère primordial de l'alliance américano-japonaise, qualifiée de « pierre angulaire » de la politique asiatique des États-Unis, et de rassurer les Japonais inquiets de faire les frais d'un rapprochement américano-chinois. Mais le président Obama est allé au-delà de cette assurance, formulée d'ailleurs dans des termes chaleureux et vigoureux. C'est en effet au Suntory Hall de Tokyo que M. Obama a prononcé, le 14 novembre, son grand discours sur la politique américaine en Asie, destiné à figurer aux côtés de ceux de Prague, d'Istanbul et du Caire comme l'un des discours fondateurs

de sa politique étrangère. Le président américain ne s'est en effet pas borné à s'affirmer comme « le premier président américain du Pacifique », ni à réaffirmer avec force le caractère fondamental de l'alliance japonaise et sa volonté de la renforcer et de l'approfondir. Renvoyant fort habilement à l'examen d'un groupe d'experts la question des bases américaines, il a surtout souligné les ambitions de l'engagement américain en Asie dans tous les domaines, économiques, de sécurité, environnementaux, insistant sur les valeurs américaines et l'attachement des États-Unis aux droits de l'homme et à la démocratie.

Mais en outre, comme pour mieux rassurer encore l'allié japonais, c'est à Tokyo qu'il a choisi d'annoncer ce que serait son approche de la Chine : une approche pragmatique ne privilégiant pas celle-ci, malgré sa puissance retrouvée, au détriment des autres puissances asiatiques, et une invitation adressée à Pékin à cultiver « des sphères de coopération – et non des sphères d'influence ». Saluant au passage l'effort de la Chine pour jouer un plus grand rôle sur la scène mondiale, « un rôle dans lequel son économie en croissance se combine avec des responsabilités croissantes », le président Obama a affirmé avec force que « les États-Unis ne cherchent pas à contenir la Chine », mais veulent « travailler avec elle à développer et à approfondir leur dialogue stratégique et économique, et à améliorer la communication entre leurs appareils militaires respectifs ». Il a pris la précaution d'ajouter que les sujets de désaccord ne manqueraient pas, mais que les États-Unis ne fléchiraient jamais dans leur défense des valeurs fondamentales de liberté et de dignité humaine qui constituent leur *credo*, ajoutant par précaution que « ces discussions seront menées dans un esprit de partenariat et non d'acrimonie ».

Le ton étant ainsi donné, le président Obama s'est envolé pour Singapour pour y assister au sommet de l'Apec (Coopération économique Asie-Pacifique) et y rencontrer, pour un sommet inédit, les pays de l'Asean, Birmanie comprise. Cette étape consistait essentiellement à marquer l'intérêt que les États-Unis portent à l'Asie du Sud-Est et à y débattre de sujets d'intérêt général, comme l'intégration économique des pays d'Asie et le changement climatique. Sur ce dernier point, elle aura marqué un jalon dans le développement de la complicité entre la Chine et les États-Unis, les deux princi-

paux pollueurs de la planète, qui se sont accordés dans le communiqué pour relativiser l'importance du sommet de Copenhague et annoncer leur intention commune de poursuivre au-delà de cette rencontre leurs efforts pour diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre, et de se donner rendez-vous ultérieurement pour fixer des objectifs chiffrés. La rencontre de Singapour aura donc ménagé à Barack Obama, au lendemain du discours de Tokyo, un sas fort utile avant de se rendre en Chine.

La visite chinoise s'est, elle, déroulée en deux temps. Le président s'est dans un premier temps rendu à Shanghai, où était organisé un *town hall meeting* avec des étudiants et des représentants de la jeunesse chinoise. Le propos du président américain, centré sur la coopération entre les deux pays mais surtout sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, n'aura eu aucun écho en dehors de Shanghai, les autorités chinoises ayant pris la précaution de bloquer l'Internet et d'interdire la retransmission télévisée de l'événement en dehors de cette ville. C'est à Pékin que se sont ensuite déroulés les entretiens politiques que M. Obama a eus avec le président Hu Jintao, puis avec le premier ministre Wen Jiabao. Ils ont porté sur toute la gamme des sujets d'intérêt commun, économiques, monétaires, environnementaux et politiques (Iran, Afghanistan, Taïwan et Corée du Nord...). Mais ils n'ont fait ressortir aucun accord ni aucun point saillant. Aucun contrat n'a non plus été signé. En guise de conférence de presse, les Chinois avaient organisé une prestation conjointe des deux présidents devant un parterre de journalistes, exercice qui a consisté en une simple juxtaposition des déclarations des deux protagonistes, et qui excluait toute question posée par l'auditoire.

La visite chinoise a donc laissé aux observateurs occidentaux une curieuse impression, et a donné lieu aux États-Unis à de vives critiques. Les commentaires américains ont tous fait ressortir les précautions extraordinaires prises par les Chinois pour contrôler l'effet qu'auraient pu produire sur leur opinion publique les déclarations du président américain, et le contraste avec la communication beaucoup plus ouverte qui avait marqué la visite de Bill Clinton en 1998 a été souligné à l'envi. Ils ont tous relevé le caractère très mesuré et prudent des propos tenus par M. Obama sur les droits de l'homme et n'ont pas manqué de les rapprocher du soin qu'il avait pris d'éviter

de rencontrer le dalaï lama avant de se rendre en Chine. Ils ont enfin souligné le contraste entre le tapis rouge réservé au président américain et l'absence de résultat concret : aucun accord sur la ligne à tenir à l'égard de l'Iran, pas d'accord véritable sur le changement climatique, aucune avancée sur les équilibres macro-économiques, ni de réponse chinoise aux appels lancés par le président américain pour solliciter une réévaluation du yuan. Ils ont même unanimement relevé la froideur apparente des relations entre les deux présidents.

Ces commentaires apparaissent dans l'ensemble pertinents mais restent superficiels. D'une part, ils ne rendent pas compte de la visible satisfaction qui s'est étalée dans la presse chinoise à l'occasion de la visite du président américain. Les journaux chinois soulignent en effet avec un plaisir évident le fait que le gouvernement chinois a obtenu des États-Unis d'être traité sur un pied d'égalité, avec le respect dû à une grande puissance, sans avoir à concéder quoi que ce soit sur le fond ni à faire aucun geste particulier. Les notions de coopération entre égaux, de partenariat et de responsabilité internationale des Grands y sont revenues constamment. Les porte-parole américains, de leur côté, ont peiné à justifier l'absence de résultat concret des entretiens, mais ont expliqué avec soin que la visite du président américain en Chine devait être comprise comme un « investissement » qui porterait ses fruits à long terme. Le contraste saisissant entre l'aigreur des commentaires de presse occidentaux et le caractère louangeur des articles chinois semble leur donner raison.

La tournée asiatique du président Obama s'est enfin terminée à Séoul les 18 et 19 novembre par une étape destinée à rassurer l'autre allié essentiel des États-Unis en Asie. Les autorités comme l'opinion coréennes s'inquiétaient en effet de l'avenir de la présence militaire américaine dans la péninsule, jugée plus nécessaire que jamais face à la menace permanente représentée par la Corée du Nord, dotée aujourd'hui d'une dimension nucléaire et balistique. La Corée s'irrite en outre de voir la ratification de l'accord de libre-échange avec les États-Unis en panne au Congrès, et ne cache pas l'inquiétude qu'éveille à Séoul l'amorce d'un dialogue direct entre Washington et Pyongyang, où devait se rendre, peu après la visite de M. Obama, l'envoyé spécial américain Stephen Bosworth. Le président américain les a rassurés sur tous ces points lors d'entretiens confiants. Il a notamment réaffirmé avec force, comme il l'avait

fait à Tokyo, le caractère intangible de l'alliance américaine et la volonté de Washington de maintenir la présence militaire dans la péninsule.

Intermède indien

L'automne asiatique du président Obama avait été conçu et programmé avec soin. Partenaire essentiel des États-Unis, l'Inde ne pouvait être laissée à l'écart de ce festival de diplomatie asiatique. C'eut été d'autant moins concevable que le développement d'un dialogue stratégique entre Washington et New Delhi constitue le legs le plus positif – peut-être bien le seul – laissé à ses successeurs, en politique étrangère, par l'Administration Bush. Aussi la Maison-Blanche, parfaitement consciente des inquiétudes suscitées en Inde par l'intensification du dialogue entre Pékin et Washington, et soucieuse de le doubler par l'approfondissement du dialogue stratégique avec New Delhi, avait-elle programmé une visite d'État du Premier ministre indien Manmohan Singh à Washington la semaine qui suivait le retour d'Extrême-Orient de M. Obama.

La visite de M. Singh à Washington, menée en fanfare (dîner d'État à la Maison-Blanche, longs entretiens avec le président, conférence de presse conjointe) a été un succès, même si les résultats n'en sont pas à proprement parler spectaculaires. Les entretiens ont porté pour une large mesure sur les sujets de sécurité, la coopération militaire et l'intensification de la coopération indo-américaine dans la lutte contre le terrorisme. L'Afghanistan et le Pakistan ont été bien sûr longuement évoqués. Les sujets nucléaires, naguère encore pomme de discorde, ont été traités en confiance : l'Inde a réaffirmé son moratoire unilatéral sur les explosions nucléaires, et les États-Unis leur intention de ratifier le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT) tandis que les deux puissances se prononçaient avec emphase contre la prolifération et pour la perspective d'un monde débarrassé de l'arme nucléaire – faisant ainsi écho à la vision formulée à Prague au printemps dernier par le président Obama. Le réchauffement climatique et les sujets « globaux » n'ont pas été absents des entretiens. Et la visite, très soigneusement préparée de part et d'autre, s'est conclue par la publication d'une

liste impressionnante de sujets de coopération bilatérale couvrant les domaines de l'environnement, du commerce et de l'agriculture, de l'éducation et du développement, de la santé, donnant l'image d'une relation bilatérale désormais bien assise, ambitieuse, en voie d'approfondissement et de diversification.

Les États-Unis semblent ainsi avoir réussi leur difficile exercice de funambulisme entre l'Inde et la Chine, puissances rivales déclarées du monde asiatique, et avoir tout lieu de se satisfaire du résultat apparemment équilibré de ce novembre diplomatique, dont les effets à long terme seront sans doute beaucoup plus positifs que ne peuvent le laisser penser les maigres résultats immédiats. Au fil de ces déplacements et de cette visite, la diplomatie américaine aura réussi à flatter l'orgueil retrouvé de la Chine, à réaffirmer la priorité donnée aux alliances traditionnelles avec le Japon et la Corée, à marquer une considération nouvelle pour les pays émergents d'Asie du Sud-Est, à affirmer avec force la volonté de présence des États-Unis dans le Pacifique et de participation aux progrès de l'intégration économique régionale, enfin à consolider et à approfondir le dialogue avec l'Inde. À le bien considérer, ce bilan est positif, et la difficile équation asiatique semble avoir été traitée avec intelligence et doigté.

L'Europe séduite et abandonnée ?

Par un cruel jeu de miroirs, le mois de novembre aura aussi montré que l'attention portée par le président Obama à l'Asie l'aura été au détriment de l'Europe. La chronologie est impitoyable. Elle a en effet voulu qu'à la veille du départ pour l'Asie de ce nouveau président américain tant aimé des Européens, l'Europe unie ait célébré avec éclat le vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin. Tous les grands leaders européens d'aujourd'hui et d'hier étaient présents le 9 novembre dans la capitale allemande pour une commémoration qui aura donné l'image d'un hymne unitaire à la liberté, à la démocratie et aux droits de l'homme dans l'Europe réunifiée : M. Sarkozy, Mme Merkel, M. Brown étaient bien entendu présents, aux côtés du président Medvedev mais aussi de MM. Gorbatchev et Wałęsa. Un seul absent de marque : Barack Obama, qui s'était fait représenter par son secrétaire d'État.

Cette absence très remarquée et très commentée a constitué la seule fausse note de cette cérémonie par ailleurs fort réussie, et suivie avec ferveur par l'opinion européenne. Fausse note d'autant plus dissonante que tous les innombrables retours en arrière qui auront accompagné l'événement dans la presse européenne ont souligné unanimement le rôle très positif joué par la diplomatie américaine menée en 1989 et 1990, jusqu'à la réunification allemande, par le président George Bush (père). Et que, à y regarder de près, M. Obama n'avait guère d'alibi pour ne pas se rendre à Berlin le 9 novembre : il était à Washington, recevant M. Netanyahou, qui lui infligeait une nouvelle rebuffade sur le gel de la colonisation israélienne dans les territoires occupés, et préparant avec soin son voyage asiatique.

Cet épisode aura donc revêtu une valeur symbolique forte, et beaucoup heurté une opinion européenne dont les sympathies sont pourtant acquises à M. Obama. Elle a sans aucun doute constitué une faute politique, même si elle se justifie pleinement aux yeux des stratèges et communicateurs de la Maison-Blanche par l'attention exceptionnelle portée à l'Europe par le nouveau président au cours des premiers mois de son administration.

Il est en effet équitable de relever qu'aucun président américain dans l'Histoire n'aura rendu visite à l'Europe plus fréquemment que M. Obama dans la première année de son mandat. Le nouveau président s'est en effet rendu à Paris, à Berlin, à Londres et à Rome, a assisté au sommet de l'Otan et au sommet Union européenne-États-Unis à Prague, s'est rendu au sommet du G8 en Italie, et sur les plages de Normandie pour commémorer le Débarquement le 6 juin dernier. Notons en passant que pour l'équipe de communication de la Maison-Blanche, qui ne laisse rien au hasard, la case « commémorations » aura sans doute été ainsi cochée dès le mois de juin sans attendre celle de la chute du Mur. M. Obama aura consacré avec soin ses premiers déplacements à réaffirmer l'intangibilité de l'alliance Atlantique, à saluer la construction européenne, à encourager l'Union européenne à se doter d'une politique de défense, et à s'efforcer de détendre la relation avec la Russie. Mais les commentaires peu amènes de la presse et des milieux politiques européens ne lui auront pas rendu cette justice. L'enthousiasme qui avait salué l'avènement du nouveau président fait ces temps derniers place en

Europe à un évident désenchantement. Celui-ci est souvent formulé avec le même excès que les appréciations louangeuses dont on couvrait M. Obama voici quelques mois encore.

Les commentaires européens, avec une certaine aigreur, font volontiers ressortir que l'Administration Obama ne s'intéresse en réalité guère à l'Europe, avec laquelle le président n'éprouverait aucune affinité. L'appui des Européens paraît acquis d'avance à l'Amérique pour les problèmes de sécurité : dans la lutte contre le terrorisme comme dans les actions menées contre Al-Qaïda, dans la lutte contre la prolifération nucléaire en Iran, et même dans la guerre d'Afghanistan, où un effectif substantiel de troupes européennes se trouve déployé sous le pavillon de l'Otan. Et nombreux sont ceux qui éprouvent une vive susceptibilité à sentir les Européens traités en supplétifs par Washington : dès l'annonce de sa décision d'envoyer 30 000 soldats supplémentaires en Afghanistan, M. Obama n'a-t-il pas sollicité des Européens l'envoi de 10 000 hommes supplémentaires ? Les Américains ne demandent-ils pas constamment à l'Europe de contribuer au relèvement et à la reconstruction de l'Irak ? Les votes européens ne sont-ils pas tenus pour acquis à l'avance lorsqu'il s'agira d'édicter des sanctions supplémentaires contre l'Iran au Conseil de Sécurité ? Et les chèques de Bruxelles ne sont-ils pas toujours sollicités pour venir en aide aux Palestiniens et reconstruire Gaza ou le Liban tandis que Washington se réserve l'exclusivité du dialogue politique avec Israël ?

En même temps, les Européens constatent avec un évident ressentiment que les États-Unis, largement considérés comme responsables du déclenchement de la crise financière et économique, traînent les pieds sur la réforme de la régulation financière. Ils leur reprochent aussi de ne rien faire, malgré les bonnes intentions affichées dans ce domaine par M. Obama, pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, alors même que les États-Unis en sont sur la planète le principal émetteur, et que la conférence de Copenhague s'est ouverte sans que le Sénat américain ait entrepris de mettre en chantier sa législation sur le changement climatique, qui devra attendre la conclusion du débat sur la réforme du système de santé.

Bref, l'Europe se sent mal aimée et s'inquiète ouvertement de l'attention portée par le président Obama et son administration aux relations avec la Chine et les autres partenaires asiatiques. Elle

s'inquiète aussi de voir que l'émergence du G20 et les efforts pour promouvoir, dans la houle de la crise financière, une nouvelle gouvernance mondiale risquent de se traduire par un rééquilibrage au bénéfice de l'Asie et au détriment de l'Europe. Celui-ci s'est déjà inscrit dans les décisions du G20, timidement encore, sur la redéfinition des quotas au sein du FMI. Il ne s'agit sans doute que d'un premier pas. Il apparaît d'ores et déjà évident que le monde de l'après-crise sera très différent du précédent : la Chine, l'Inde mais aussi le Brésil se font de plus en plus entendre, et l'Europe s'assombrit à la pensée qu'elle ne pèsera plus dans la gouvernance mondiale du même poids qu'avant l'éclatement de la bulle financière engendrée par Wall Street.

Il ne faut donc pas s'étonner, dans ce climat morose, que la visite du président Obama en Asie ait ravivé l'un des fantasmes favoris des Européens : celui de voir les États-Unis et la Chine s'ériger en cogérants du monde, et donner à leur relation l'apparence d'un G2 informel qui chercherait à régenter l'univers.

En un sens cette crainte s'explique aisément. Les États-Unis et la Chine concourent à eux deux à un tiers du PIB mondial et à plus du quart du commerce international, concentrent un quart de la population mondiale, et consomment 40 % de l'énergie produite dans le monde. Ils sont les deux plus grands émetteurs de gaz à effet de serre, les deux plus gros budgets militaires mondiaux, et deux puissances nucléaires majeures. Leurs intérêts économiques paraissent de plus en plus imbriqués, et leur dialogue devient de plus en plus nourri. Mais le G2 n'est qu'une chimère dépourvue de toute réalité et de toute substance. Les États-Unis et la Chine peuvent se concerter, se ménager, gérer conjointement avec prudence les sujets potentiels de conflit (Taïwan) ou conjuguer leurs efforts pour aider à la recherche d'une solution à quelques problèmes internationaux difficiles (Pakistan, Corée du Nord). Mais ils n'ont ni les moyens ni la volonté de s'ériger en G2, et prennent grand soin, par la bouche de leurs dirigeants ou de leurs appareils diplomatiques respectifs, de démentir à tout propos pareille intention.

Le vrai danger est ailleurs. À trop se ménager ou à trop éviter de traiter les sujets qui fâchent, Pékin et Washington peuvent entretenir une certaine inertie dans leurs relations bilatérales, ou donner la préférence à des consensus mous au sein des instances

de gouvernance mondiale. L'affaire des taux de change illustre le danger d'inertie : c'est l'euro qui fait les frais de la sous-évaluation du yuan et de son arrimage intangible au dollar. Et c'est la nécessité de prendre des mesures rigoureuses et d'adopter des objectifs chiffrés pour la lutte contre les émissions de CO₂ qui risque de pâtir du soin que mettent la Chine et les États-Unis à accorder leurs pas dans une démarche dont la lenteur peut à juste titre inquiéter. Le fiasco de la conférence de Copenhague, en décembre dernier, est largement imputable à l'attitude de Washington et de Pékin, et vient d'en apporter la démonstration.

Comme toujours, il appartient aux Européens de déterminer leur destin et de le prendre en main. Ils seraient bien inspirés de privilégier l'action plutôt que de se laisser aller à la récrimination. Ils ont su constituer depuis cinquante ans une zone de paix perpétuelle et un pôle économique majeur. Leur puissance, qu'ils ne mesurent pas assez, réside dans la force d'attraction de leur modèle de société, dans le *soft power* que le succès trop décrié de leur politique d'intégration économique et financière leur permet en réalité d'exercer, et dans le poids dont ils pèsent dans l'économie mondiale. L'Union européenne, qui a enfin, avec la ratification du traité de Lisbonne, mis derrière elle les querelles institutionnelles, doit à son tour nouer avec la Chine comme avec l'Inde un dialogue intense. Elle doit s'accorder pour parler d'une seule voix au G20 et dans les diverses instances en charge de la gouvernance mondiale. Ce n'est qu'à ce prix qu'elle pourra parler en égale aux États-Unis comme à la Chine, et retenir leur attention au lieu de se borner à recueillir, comme aujourd'hui, leur indifférence polie.

■ François Bujon de l'Estang, membre du comité de rédaction de la *Revue des Deux Mondes*, est ambassadeur de France. Il a été notamment conseiller diplomatique du Premier ministre de 1986 à 1988, ambassadeur au Canada de 1989 à 1991 et aux États-Unis de 1995 à 2002. Il est aujourd'hui président d'une grande banque américaine en France.